

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
3 novembre 1976

No 558

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Cables de Lyon, Bourgogne Electronique

Lundi dernier à Tirana

VICTOIRE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Après l'annonce du maintien à leur poste de travail de 8 délégués de Bourgogne électronique, dont le patron avait demandé le licenciement au ministre du Travail, ce sont deux délégués de la section CGT des Câbles de Lyon de Clichy A qui viennent d'obtenir à leur tour une décision favorable et conforme à la prise de position de l'inspection du travail. Il s'agit d'une importante victoire, et d'un recul du gouvernement. Depuis longtemps, les travailleurs de Bourgogne électronique, comme ceux des Câbles de Lyon étaient mobilisés et agissaient pour empêcher les licenciements. C'est au moment où des li-

cenciés de Bourgogne électronique (BE) la section CGT des câbles de Lyon et la section CFDT de la SEP à Bordeaux et la section CGT de Sanders-Juvisy, coordonnèrent leurs efforts et affirmèrent dans un tract commun sur la lutte contre des licenciements de délégués faisant suite à des grèves revendicatives, que leur but était de combattre la collaboration de classe et de ne pas laisser les travailleurs se mettre à genoux pour ramasser des miettes...

C'est au moment où Ceyrac dénonce publiquement la violence des travailleurs en lutte, en prenant entre autres l'exemple des Câbles de Lyon et de BE, coupables selon lui d'être les ennemis no 1 de la liberté d'entreprendre (entendez par là, la liberté pour les patrons d'exploiter leurs ouvriers); dénonciation publiée par la revue du CNPF en 1976, déposée à la Commission des libertés de l'Assemblée nationale et envoyée à tous les magistrats de France! Au moment donc où Ceyrac demande le châtiement de ces ouvrières et ouvriers qui refusent d'étouffer les luttes de leur classe avec le tapis vert de la négociation, il est significatif que les travailleuses et travailleurs de BE, des Câbles de Lyon obtiennent une victoire. Nous connaissons les difficultés de mobilisation par la dernière initiative de coordination de ces entreprises, qui a cependant abouti à la manifestation de caractère prolétarien devant le ministère du Travail le 20 octobre. Nous connaissons ces difficultés et faisons confiance aux travailleurs pour les analyser et les surmonter; mais ceux qui malgré les difficultés, malgré la peur que peut engendrer la répression, malgré les attaques directes ou voilées des dirigeants syndicaux qui n'aiment pas du tout que des ouvriers prennent en main leur sort et refusent de s'en remettre aux sauveurs suprêmes que représentent tous ces bu-

reaucrates en mal de promotion ou de Programme commun, ceux qui ont affirmé qu'il fallait au milieu des difficultés oser vaincre et oser lutter ceux-là ont eu raison.

La victoire d'aujourd'hui est le fruit d'une action prolongée engagée dès février par les travailleurs des Câbles de Lyon qui ont lancé le mot d'ordre «Contre la répression, soyons à l'offensive»; puis ce fut BE, la SEP, Bourgeois à Besançon etc... Certes nous ne ferons pas le bilan de ces actions dans cet article nous mettrons seulement en relief quelques aspects.

Le travail assuré par les sections syndicales de ces entreprises a mis en évidence que les «dirigeants» syndicaux qui dénoncent la répression du haut des tribunes des congrès fédéraux et confédéraux ne sont pas ceux qu'on retrouve sur le tas pour faire reculer cette répression. Ce sont ces mêmes dirigeants qui au lieu de prévenir les travailleurs de la tactique patronale cachent ce qu'ils savent et laissent les travailleurs quelque peu démunis quand le mauvais coup arrive.

(suite page 3)

Ouverture du VII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie

L'Albanie est un pays européen qui, sous la conduite d'un parti véritablement communiste, édifie le socialisme et renforce la dictature du prolétariat. C'est une raison suffisante pour que les journalistes bourgeois tentent d'en nier l'existence. C'est une raison de plus pour nous, marxistes-léninistes, de l'aimer davantage et de nous efforcer de la faire connaître par notre peuple.

Car nous aimons le peuple albanais et son Parti du travail qui, sous la direction du camarade Enver Hoxha, a su édifier le socialisme en toute indépendance, malgré les coups portés par les impérialistes et les coups de poignard dans le dos portés par les révisionnistes de Moscou qui prétendaient l'asservir.

Nous aimons le Parti du travail d'Albanie qui a osé tenir tête au social-impérialisme russe à une épo-

«... Pour la solution de n'importe quel problème, pour la réalisation de n'importe quelle tâche, la parti a lutté côte à côte avec le peuple. Les liens entre les cadres et les masses ont contribué largement au raffermissement de l'unité du peuple autour du parti. Les liens étroits des ca-

que où des partis bien plus puissants courbaient l'échine et acceptaient de se livrer aux besognes les plus infâmes. Nous aimons le Parti du travail d'Albanie, qui est l'honneur du Mouvement communiste en Europe, celui qui a relevé le drapeau du marxisme-léninisme à une époque où le Mouvement communiste international était plongé dans le désarroi par la trahison de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique.

Et nous sommes de tout cœur aux côtés de la classe ouvrière et du peuple albanais qui célèbrent en liesse le 7^e Congrès de son parti marxiste-léniniste qui s'est ouvert lundi dernier.

Le camarade Enver Hoxha y a présenté le rapport d'activité du Comité central du parti dont nous publions quelques courts extraits ci-dessous.

dres avec le peuple sont indispensables pour les préserver du subjectivisme et du bureaucratisme et pour accroître leur capacité et leur maturité; ces liens sont préservés et renforcés quand les cadres conservent et développent les vertus révolutionnaires que le parti cultive en eux comme la modestie, l'honnêteté, la pondération, l'esprit de sacrifice et d'abnégation, la volonté de servir le socialisme... Ces vertus ils les trempent dans la vie quotidienne en se mettant constamment à l'école de la classe ouvrière c'est à dire, en écoutant la voie de la classe et en agissant dans son intérêt, en prodigant leurs efforts comme la classe, en travaillant avec la même discipline en s'appuyant en toute circonstance sur l'idéologie prolétarienne et la politique du parti.

Dans le chapitre 4, le camarade Enver Hoxha traite des problèmes de la lutte du parti, de la lutte des classes, de rôle dirigeant de la classe ouvrière et de l'éducation des masses travailleuses, de l'assimilation des idées du marxisme-léninisme en étroits liens avec les enseignements du parti et les en-

seignements de la culture et de la vie. La construction du socialisme est un processus de lutte de classe acharné entre 2 voies, la voie socialiste et la voie capitaliste, une lutte qui se déroule sur tous les fronts aussi bien politique et idéologique, que militaire et économique.

Cette lutte, en régime socialiste également est un phénomène objectif, c'est la principale force motrice qui fait avancer la révolution et l'édification du socialisme qui défend le parti, l'État et tout le pays contre la dégénérescence bourgeoise révisionniste et la restauration du capitalisme, qui purifie la conscience des travailleurs et renforce leur esprit prolétarien.

La lutte de classe qui s'est déroulée au cours de toute l'existence du parti et notamment ces derniers temps a montré que le danger principal et l'ennemi principal de notre parti comme de tout le Mouvement communiste et ouvrier révolutionnaire international ont été et demeurent l'opportunisme de droite, le révisionnisme.

(Suite page 2)

Manifestations contre le sionisme en Palestine occupée

Les 28 et 29 octobre, des manifestations ont eu lieu dans beaucoup de villes et de villages de la Palestine occupée pour condamner les deux massacres de Palestiniens par les sionistes, l'un au village de Deir Yassine en 1948, l'autre au village de Kafr Qasem en 1956, rapporte le journal syrien «Al Thawrah».

Les manifestants ont condamné avec indignation les sionistes pour leur occupation de la Palestine et leurs crimes contre les Arabes palestiniens. Ils ont courageusement combattu avec pierres et bouteilles les soldats ennemis et les policiers qui tentaient de les disperser.

Une cérémonie a été organisée le 29 octobre dans la ville de Naplouse pour honorer les 48 victimes du massacre de Deir Yassine en 1948 et pour inaugurer un monument à ces martyrs.

Message de félicitations du président Houa Kouo-feng au 7^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie

Le camarade Houa Kouo-feng, président du Comité central du Parti communiste chinois, a adressé le 30 octobre un message au 7^e Congrès du Parti du travail d'Albanie et au camarade Enver Hoxha, dans lequel il leur a exprimé ses félicitations fraternelles les plus chaleureuses et souhaite le plein succès au congrès..

En voici le texte intégral :

Au 7^e Congrès du Parti du travail d'Albanie,
Cher camarade Enver Hoxha,
Chers camarades,
A l'occasion de l'ouverture solennelle du 7^e Congrès du Parti du travail

d'Albanie, le Parti communiste chinois et le peuple chinois tout entier tiennent à vous adresser leurs félicitations fraternelles les plus chaleureuses.

(Suite p. 3)

USA

VERS UNE MAJORITE D'ABSTENTIONNISTES

L'Amérique a connu ces derniers mois la campagne électorale la plus longue et, de l'avis général, la plus terne de son histoire, les deux candidats issus des «primaires», Gérald Ford, «président par accident» du Parti républicain et Jimmy Carter, le poulain du Parti démocrate, suscitant un enthousiasme «quasiment nul».

La seule nette majorité qui va se dégager du scrutin du 2 novembre sera, quel que soit le gagnant, celle des abstentionnistes. Le mois dernier en effet, 70 millions d'Américains, soit près de 50 % du corps électoral, n'étaient toujours pas décidés à participer au cirque électoral.

Depuis 1960, la participation électorale aux USA baisse régulièrement à chaque scrutin. Il y a 5 ans, seuls 55 % des Américains âgés d'au moins 18 ans, sont rendus aux urnes.

En 1974, pour le renouvellement de la chambre des représentants et d'un tiers du sénat, 45 % seulement des électeurs inscrits ont voté. Cette désaffection des urnes est particulièrement sensible chez les jeunes : à cette date, sur cinq Américains âgés de 18 à 21 ans, un seul a voté. Parmi les Noirs on

ne comptait que 34 % de votants, 22 % parmi les immigrés d'origine espagnole.

Depuis, le désenchantement des Américains à l'égard de leur gouvernement et des institutions du pays n'a fait que s'aggraver considérablement. Une majorité absolue d'entre eux affirme ne plus avoir confiance et n'attendre aucune amélioration de leur sort à court ou à moyen terme. Un récent sondage indique que 64 % des personnes interrogées estiment que les politiciens sont davantage préoccupés par leur propre fortune que par la destinée du pays et de ses habitants. 78 % affirment que, quoi qu'il advienne, «le riche s'enrichira et le pauvre s'appauvrira».

Selon un autre sondage enfin, les électeurs américains donnent comme principale justification à l'abstention le fait que les deux partis et leurs candidats sont «bonnet blanc et blanc bonnet» et que, quoi qu'ils disent, ils feront autre chose une fois élus.

Cette lucidité politique semble particulièrement nette parmi les Américains de moins de 35 ans qualifiés de «génération perdue» par les sociologues américains.

L'indifférence actuelle au jeu politique est éclatante en milieu étudiant. Sur le campus de l'université de l'Ohio, où 4 étudiants ont été tués en 1972 par des gardes nationaux, au cours d'une manifestation de protestation contre l'invasion US au Cambodge, 30 étudiants seulement — sur 20 000 ! — se sont portés volontaires pour œuvrer au soutien de la candidature de Jimmy Carter ! Pas un seul pour soutenir Ford !

Le ralentissement de l'activité économique qui vient d'être annoncée aux USA n'est pas pour renverser cette tendance. Les luttes ouvrières connaissent un nouvel essor : le mois dernier, 413 000 ouvriers ont participé à 637 grèves. Les mises à pied dans l'industrie américaine ont atteint en septembre le niveau le plus élevé depuis novembre 1970.

D'après les statistiques publiées par le ministère du Travail, 1,5 % des travailleurs ont été victimes de telles sanctions. Quel que soit le chef de file qu'ils se donnent, l'avenir des capitalistes monopoleurs américains n'est pas rose.

Lundi dernier

Ouverture à Tirana du VIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie

Suite de la p. 1.

C'est là une menace constante pour un pays qui édifie le socialisme dans les conditions de l'encerclement capitaliste, mais elle a encore grandi surtout après la liquidation de l'ordre socialiste en URSS et après l'embourgeoisement de nombreux partis communistes du monde.

Dans un pays où se construit avec succès le socialisme, il est difficile aux ennemis d'arborer ouvertement le drapeau de l'anticommunisme, leur arme préférée pour le renversement du socialisme, c'est le pseudo-marxisme, la contre-révolution révisionniste... L'expérience internationale et celle de notre pays montrent que la bourgeoisie et la réaction ne fondent pas seulement leurs espoirs de restauration du capitalisme sur les débris des vieilles classes exploiteuses, sur les espions et les agents étrangers, ces espoirs, elles les fondent surtout sur les ennemis qui apparaissent au sein même de la société socialiste, sur les hommes qui sont gravement infectés par les survivances des vieilles idéologies, sur les hommes aux tendances individualistes et carriéristes pronon-

cées, sur les hommes corrompus par les influences des idéologies bourgeoises révisionnistes actuelles, sur ceux qui fléchissent devant la pression des ennemis extérieurs et intérieurs, qui finissent par s'écarter de la révolution et dégénèrent en contre-révolutionnaires.

L'Albanie socialiste est un grand exemple témoignant que l'apparition du révisionnisme et la restauration du capitalisme ne sont pas une fatalité, comme veulent le faire croire les idéologues bourgeois. Notre pays témoigne de la vitalité du socialisme de la force invincible du marxisme-léninisme qui, appliqué de manière conséquente, peut faire avancer sûrement la cause de la révolution et de la dictature du prolétariat.

Le front intérieur et le front extérieur de la lutte des ennemis de classe sont liés et collaborent très étroitement entre eux : ils sont unis par l'idéologie anticommuniste et par la nécessité de se soutenir mutuellement dans la lutte contre le parti et l'ordre socialiste. Il est important de bien comprendre, non seulement que cet état de chose continuera d'exister tant qu'existeront l'encerclement impérialiste

et révisionniste, et les vestiges du capitalisme à l'intérieur du pays, mais surtout que cette collaboration peut se renforcer et devenir très dangereuse si nous nous montrons inattentifs, si nous manquons de vigilance et si nous ne combattons pas avec détermination. Sous la direction du parti, notre peuple a tenu tête fermement aux pressions politiques, au blocus économique, aux menaces militaires et à la pression idéologique des ennemis. Il ne s'est jamais laissé tromper par leurs flatteries et leur démagogie, pas plus que par leurs manœuvres diplomatiques.

Le fer de lance de la politique agressive des superpuissances est dirigé au premier chef contre le socialisme, la révolution et la libération des peuples, contre les forces qui démasquent et contrecarrent leurs coups hégémonistes et expansionnistes ; c'est pourquoi le danger d'une agression militaire étrangère contre l'Albanie socialiste est réel, il ne doit être ni sous-estimé ni surestimé. La lutte sur le front idéologique, a déclaré plus loin le camarade Enver Hoxha, constitue l'une des principales directions de la lutte des classes. Notre pra-

tique de la révolution et de l'édification socialiste nous enseigne que la lutte des classes n'est jamais complète si elle n'est pas développée dans toutes ses principales directions, dans les domaines politique, économique et idéologique...

Le camarade Enver Hoxha a souligné : l'une des directions les plus importantes de la lutte de classe est la lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme, ces deux ennemis dangereux de la dictature du prolétariat et du socialisme. Le parti a mené un travail considérable et insistant contre ces phénomènes négatifs et il a adopté une série de mesures concrètes, notamment pour rapprocher le pouvoir du peuple et réduire les appareils administratifs, pour entraîner plus activement les masses à l'administration, pour renforcer et perfectionner le contrôle ouvrier... pour barrer tout accès à la pénétration de l'idéologie étrangère, pour révolutionnariser notre école, notre littérature et nos actes. Ainsi que nous l'enseigne le marxisme-léninisme, aucune autre classe en dehors de la classe ouvrière ne peut remplir le rôle dirigeant, pas plus dans la lutte pour l'instauration de

Thaïlande

La guérilla se développe

Les maquisards thaïlandais, dirigés par le Parti communiste de Thaïlande, ont lancé de nouvelles batailles d'envergure depuis le coup d'État fasciste. La semaine passée, à la frontière nord du pays ils ont lancé de spectaculaires attaques au mortier, à la roquette et aux armes automatiques contre les troupes fascistes.

Des hélicoptères armés de mitrailleuses ont attaqué les positions d'une centaine de résistants sans parvenir à les en déloger, près des postes frontières de la province de Nan, à 900 km au nord de Bangkok. C'est l'affrontement le plus spectaculaire qui ait eu lieu depuis le coup d'État militaire du 6 octobre dernier.

Une délégation vietnamienne à Paris

A partir d'aujourd'hui lundi, Paris accueille une délégation vietnamienne de haut niveau dirigée par le vice-ministre des Affaires étrangères du Vietnam, Nguyen Co Trach. Cette visite officielle sera la première depuis la proclamation de l'indépendance du nord du pays, le 2 septembre 1945. Elle devrait servir à préciser les modalités d'un protocole d'accord financier franco-vietnamien.

Grande-Bretagne Ponomarev indésirable

La visite que Boris Ponomarev, secrétaire du Comité central du PCUS, a effectuée la semaine dernière en Grande-Bretagne, à l'initiative du Parti travailliste, a été pour le moins agitée. Dès sa descente d'avion, il a été accueilli par les cris hostiles de manifestants protestant contre la situation des juifs en URSS. Chacun de ses déplacements a été ensuite accompagné de petits groupes de manifestants.

A sa visite au parlement britannique, 300 manifestants l'attendaient pour le conspuer. A la chambre des députés, 80 députés du parti conservateur ont voté pour une motion réclamant le départ de Ponomarev après avoir cherché à le faire expulser de la galerie des visiteurs.

Les manifestations qui, en 1975, avaient protesté contre la venue de son compère Chelapine en Grande-Bretagne, ont donc gagné en ampleur.

Furieux, Ponomarev a averti le gouvernement britannique que la visite à Londres du chef de file du social-impérialisme Brejnev, pourrait être annulée si elle devait susciter de semblables manifestations.

Espagne Grève des transports en commun

L'armée a dû être réquisitionnée pour maintenir en circulation un certain nombre de lignes d'autobus à Madrid, totalement paralysées par la grève des employés des transports.

Plusieurs manifestations ont eu lieu dans les rues de la capitale où la police est intervenue brutalement à plusieurs reprises à coup de grenades fumigènes pour disperser les manifestants. 8 dirigeants de la grève ont été arrêtés. Mais la lutte se poursuit.

la dictature du prolétariat que dans l'édification de la société nouvelle socialiste...

Les révisionnistes de toutes couleurs, anciens et nouveaux, veulent liquider le rôle dirigeant de la classe ouvrière et surtout de son avant-garde marxiste-léniniste dans la révolution et l'édification du socialisme par leur théorie de l'État du peuple tout entier, par leurs prédications sur le spontanéisme dans le mouvement ouvrier, sur le pluralisme et le passage au socialisme, les révisionnistes visent à laisser la classe ouvrière dépourvue de direction, désarmée face à l'ennemi qui est, lui, organisé et armé jusqu'aux dents, ils visent à saboter la révolution, à réduire à néant la théorie et la pratique de la

dictature du prolétariat. Notre parti a rejeté avec mépris ces théories réactionnaires ainsi que les conceptions antimarxistes et anarchistes de l'autogestion, de la «conduite directe» de la classe ouvrière. Notre parti a investi la classe ouvrière du rôle historique qui lui revient dans la société socialiste...



nouvelles intérieures

Bourgogne Electronique, Cables de Lyon

VICTOIRE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Suite de la p. 1.

Ainsi sur cette question de la protection des délégués, les confédérations ont chanté victoire quand l'arrêt de la cour de cassation rendu le 21 juin 1974 dans l'affaire Perrier, a modifié la jurisprudence et mis un terme à l'échappatoire qu'avaient les patrons en demandant aux tribunaux de casser le contrat de travail des délégués ; échappatoire qui permettait au patronat depuis plus de 20 ans de passer outre l'avis des inspecteurs du travail pour licencier des délégués.

Un acquis ou une aggravation de l'arbitraire ?

Certes, cet arrêt était positif, mais les patrons ont plus d'un tour de répression dans leur appareil d'Etat ; en fait, un simple examen du texte de loi montre que ce que les tribunaux ne pouvaient plus faire, l'administration, c'est-à-dire le mi-

nistère du Travail dans ce cas, pouvait le faire ; et cela est pire pour les travailleurs car le ministre n'a même pas à motiver sa décision comme sont obligés de le faire les juges dans leurs attendus. Après cet arrêt du 21 juin 1974, il était évident que les patrons allaient passer un accord avec le ministre du Travail et mettre au point leur système de nettoyage des entreprises des travailleurs protégés (munis d'un mandat syndical ou de délégué) particulièrement gênants.

C'est ce qui arriva, Durafour allait exécuter cette basse besogne avec zèle durant l'année 75 et ce, jusqu'à la fin de son ministère. Les dirigeants syndicaux ont-ils fait leur travail ? Ils étaient plus prompts à chanter victoire le 21 juin 74, plus prompts à répandre des illusions qu'à préparer les travailleurs à faire reculer la répression.

Certains pourront penser que ces dirigeants font des erreurs, manquant quelque-

fois de vigilance, nous disons non, là n'est pas le problème, car s'il en était ainsi, pourquoi n'auraient-ils pas rectifié le ton, pourquoi lorsque des dizaines de travailleurs étaient sous les coups du ministre, n'ont-ils pas groupé toutes les entreprises intéressées ? Les faits sont là, la seule initiative prise au niveau national sur ce problème fut... une conférence de presse en février 1976 organisée par la CFDT et c'est tout.

Pire, par exemple, pour certains dirigeants de la fédération métallurgie CGT membres du PCF, ce sont eux-mêmes qui ont donné un coup de main pour faire licencier notre camarade J.L. Raboutet, secrétaire du syndicat CGT des Câbles de Lyon : en le dénonçant publiquement en juin aux portes de l'usine le jour où tous les directeurs généraux de l'entreprise étaient réunis ! Quelle aubaine pour eux et pour le ministre... Bref, la lutte contre cette répression a été impulsée et assumée

entièrement par les sections de base (meetings, manifestations, galas, grève, popularisation). C'est ce seul travail juste qui, malgré de petits moyens, aboutit aujourd'hui à une première victoire, c'est ce travail qui est un exemple pour nous...

Des traîtres qu'il faut combattre

Ouvrières, ouvriers, prenez en main votre sort, les dirigeants des confédérations syndicales ne se servent de la force de leurs appareils que pour réaliser les objectifs des sociaux-démocrates et des révisionnistes tous ennemis des travailleurs. Pour défendre nos intérêts de classe, il nous faut tout prendre en main nous-mêmes, et ne laisser aux bureaucrates syndicaux que le goût de leur trahison. En agissant ainsi, nous obtiendrons des victoires beaucoup plus grandes encore, car le patronat et Beullac essaieront d'accomplir demain ce qu'ils n'osent faire aujourd'hui.

LES BAS-FONDS DE LA 5e REPUBLIQUE

Plusieurs affaires criminelles récentes viennent à nouveau de mettre en lumière les liens étroits existant entre le gangstérisme, les bandes fascistes et les milieux gouvernementaux.

C'est ainsi qu'il est clair maintenant que le hold-up commis à Nice l'a été pour financer une organisation fasciste, de l'aveu même de celui qui est baptisé le «cerveau» de l'affaire. Mais ce qui est moins clair, c'est qui précisément a bénéficié du montant du hold-up.

Certaines rumeurs peuvent peut-être permettre de s'en faire une idée.

C'est ainsi que Spaggiari, le «cerveau», était membre de l'organisation fasciste appelée le GRECE (Groupe de recherche et d'étude de la civilisation européenne) possédant des cercles dans plusieurs villes de France et notamment à Nice. Dans cette ville, où eut lieu le hold-up, le cercle du GRECE porte le nom de Jean Médecin et a été inauguré par le fils de celui-ci, Jacques Médecin, actuel maire de Nice et secrétaire d'Etat au tourisme.

Autres faits qui retiendront l'attention : Spaggiari était un habitué de la mairie de Nice et dernièrement, il participait à une croisière organisée par le secrétariat d'Etat au Tourisme, en présence de Médecin.

Ces faits sont tellement troublants que le maire de Nice a estimé nécessaire de publier un communiqué pour essayer de se disculper.

Une affaire à suivre...

Autre affaire qui risque de connaître des rebondissements si elle n'est pas étouffée, celle des «brigades rouges». Des faits troublants sont là aussi à noter.

On sait que Matencio, l'auteur présumé des assassinats, avait déjà participé à l'enlèvement de Marin-la-flèche. A cette occasion, on avait prononcé le nom du SAC. On sait également que c'est le juge Renaud, assassiné depuis, qui menait l'enquête. On note également que l'avocat de Matencio n'est autre que Joannes Ambre, avocat fasciste connu.

Autre fait surprenant : inculpé de meurtre dans l'affaire Marin-la-flèche, Matencio avait été néanmoins remis en liberté.

Ceci pour ce qui concerne le passé. Aujourd'hui, on dit avec de plus en plus d'insistance, que l'affaire des «brigades rouges» recouvrirait en réalité une entreprise de proxénétisme. Matencio était l'un de ceux qui ont pour rôle de contraindre des femmes à la prostitution.

Or, plusieurs affaires au cours de ces dernières années ont montré que le proxénétisme, dans la région de Grenoble et de Lyon, était contrôlé par des individus liés au SAC.

Tout ceci expliquerait que l'on cherche à présenter l'affaire des «brigades rouges» comme étant l'œuvre d'un détraqué.

L'avenir permettra sans doute d'y voir plus clair.

Deux autres affaires retiendront également notre attention.

L'affaire Dassault bien sûr, dont il est de plus en plus clair qu'elle recouvre certains règlements de compte entre Chirac et Giscard d'Estaing. Au-delà de Dassault, il est en effet clair que c'est Chirac qui est visé. Dassault constitue l'une des principales sources de financement de l'UDR.

Si Chirac est mis en cause à travers l'affaire Dassault, Giscard d'Estaing l'est par contre au travers d'une affaire d'extorsion de fonds mettant en cause certains individus qui lui sont liés : les banquiers de Saint Phalle. Ils comparaissent vendredi après-midi devant le tribunal pour abus de biens sociaux et infractions aux lois sur les sociétés. De multiples pressions ont eu lieu pour que l'affaire soit étouffée.

Tout ceci montre la pourriture du système capitaliste et de la classe au pouvoir. Les plus grands gangsters et escrocs ne sont autres que ceux qui détiennent le pouvoir.

Ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, de telles affaires viennent à la surface : nous approchons des élections. Les différents clans de la bourgeoisie se livrent à un chantage réciproque, espérant ainsi discréditer leurs concurrents. Tout est bon pour savoir lesquels auront la plus grosse part du gâteau provenant de l'exploitation des travailleurs.

Soyons sûrs que, plus, on va s'approcher des échéances électorales et plus de telles affaires vont venir à la surface. Mais soyons sûrs aussi que tout sera fait pour que cela n'aille pas trop loin non plus.

Message de félicitations du président Houa Kouo-feng au 7ème Congrès du Parti du Travail d'Albanie

(suite de la page une)

Le Parti du travail d'Albanie est un puissant parti révolutionnaire prolétarien fondé par le camarade Enver Hoxha en personne, grand dirigeant du peuple albanais, et détachement d'avant-garde de la classe ouvrière albanaise longuement éprouvée. Depuis son 6e Congrès, le Parti du travail en dirigeant le peuple albanais, a remporté de nouvelles et grandes victoires sur tous les fronts. En Albanie, la révolution et l'édification socialistes se développent vigoureusement. Un coup mortel a été asséné aux complots et aux activités de sabotage des ennemis de classe à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. L'Albanie socialiste, bastion révolutionnaire qui se dresse majestueusement en Europe, est maintenant plus solide et plus puissante que jamais. Nous nous réjouissons de tout notre cœur des réalisations éclatantes obtenues par le peuple albanais frère.

Suivant le principe du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, le Parti du travail d'Albanie dirige le peuple albanais dans la lutte résolue contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme moderne, et soutient activement la cause de libération des nations et peuples opprimés, apportant une contribution précieuse à la révolution mondiale et faisant l'objet d'un éloge chaleureux de la part des peuples révolutionnaires des divers pays.

Les deux partis, les deux pays et les deux peuples de Chine et d'Albanie sont de proches compagnons d'armes. Dans la grande lutte contre l'ennemi commun comme dans la noble cause

de la révolution et de l'édification socialistes, nous nous soutenons toujours et nous avançons épaule contre épaule. Aucune force au monde ne saurait détruire l'amitié révolutionnaire et l'unité militante entre nous, basées sur le marxisme-léninisme et sur l'internationalisme prolétarien. Le Parti communiste chinois et le peuple chinois demeureront fidèles à la volonté du président Mao Tsé-toung, maintiendront sans défaillance l'internationalisme prolétarien, renforceront toujours l'unité entre les deux partis, les deux pays et les deux peuples et leur unité avec le prolétariat international et les nations et peuples opprimés du monde entier et uniront toutes les forces susceptibles d'être unies dans le monde, pour mener jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme, et notamment contre les deux super-puissances, l'Union soviétique et les États-Unis. De concert avec le Parti du travail d'Albanie frère et les partis et organisations authentiquement marxistes-léninistes du monde entier, nous mènerons jusqu'au bout la lutte contre le révisionnisme moderne ayant comme centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques. La situation nous est favorable et défavorable à l'ennemi. La victoire finale nous appartiendra.

Que le 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie soit couronné de succès !

Vive l'amitié révolutionnaire et la solidarité militante entre les deux partis, les deux pays et les deux peuples de Chine et d'Albanie !

Houa Kouo-feng
président du Comité central
du Parti communiste chinois
Le 30 octobre 1976 à Pékin

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971
présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire
disponible sur commande à E 100
24 rue Philippe de Girard 75 000 Paris
Prix : 30 F

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



Dans les entreprises

La ligne politique révisionniste passe de plus en plus difficilement (4)

Quand les dirigeants CGT attaquent les marxistes-léninistes

Les dirigeants CGT se prétendent indépendants de tout parti politique et pourtant au nom de cette prétendue indépendance ils manœuvrent pour faire passer la ligne politique du PCF. Comme cela ne passe pas facilement — la ficelle est grosse — ils se lancent dans de violentes attaques contre les courants antirévissionnistes qui existent dans les masses et s'en prennent ouvertement au marxisme-léninisme. En témoigne le tract de l'UD-CGT du Bas-Rhin.

Dans notre précédente édition, nous avons réfuté deux thèses qui nous sont attribuées par ces « penseurs », alors qu'elles sont à l'opposé des nôtres. La 3e, c'est la question de l'utilité des « appareils » (parti-syndicat). Dans son tract l'Union Départementale CGT du Bas-Rhin écrit :

« Niant le rôle déterminant de l'expérience et de l'analyse de l'histoire du mouvement ouvrier, ils (les « gauchistes » NDLR) opposent la spontanéité à l'organisation et sont conduits, de ce fait, à vouloir toujours repartir à zéro et à découvrir des solutions individuelles. »

La réalité est bien différente. Ce sont les anarchistes qui nient toute organisation centralisée démocratique ; les trotskystes et les sociaux-démocrates sont, eux, pour le droit de tendance, ce qui nie de fait la nécessaire discipline de parti. Au contraire, les marxistes-léninistes attachent depuis toujours une importance fondamentale à la question du parti, suivant les principes du centralisme et de la démocratie.

Les révisionnistes eux, ont balayé le centralisme démocratique. Il en est de même pour le syndicat : l'appareil de la CGT est complètement bureaucratise et n'a plus rien à voir — même du point de vue du fonctionnement — avec un syndicat de lutte de classe (où la démocratie est respectée) appliquant une ligne révolutionnaire (qui était autrefois celle d'un authentique parti communiste) et respectant la démocratie syndicale.

A propos de la tactique syndicale, l'UD-CGT amalgame volontairement la tactique trotskyste que l'on appelle « entrisme » (c'est-à-dire qu'ils essayent par des magouilles et en cachant leur appartenance politique — d'avoir des responsabilités dans les syndicats), à la tactique générale des groupes dits « gauchistes ».

Les marxistes-léninistes mènent la lutte dans les syndicats, sans cacher leurs opinions politiques :

- a) pour l'application d'une ligne de lutte de classe
- b) pour la démocratie au sein des syndicats
- c) pour la solidarité ouvrière
- d) pour la solidarité internationale.

LES REVISIONNISTES ONT PEUR DE LA MONTÉE DES IDÉES RÉVOLUTIONNAIRES

Avant d'en terminer avec cet examen de la littérature contre-révolutionnaire, relevons quelques faits. Ils ont écrit, sur le tract :

« Dans les conflits actuels, le gauchisme étale son impuissance, car, en dehors du «spontanéisme», des «assemblées générales» et des «comités de grève ou de luttes», il n'a aucune modalité d'action efficace à proposer aux travailleurs. »

Eh bien, n'en déplaise à ces traitres, ce sont précisément ces formes d'actions qui sont efficaces et dont

vailleurs peuvent voir, sans toutefois comprendre à quelle ligne politique ça correspond, sans faire les différences. La propagande révisionniste en pratiquant l'amalgame, vise précisément à empêcher cette compréhension. C'est le style «Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose» ! L'UD-CGT écrit :

« Aussi, les idées gauchistes sont en recul et les groupes qui les propagent sont de plus en plus isolés, malgré la publicité que leur fait la presse bourgeoise, en exposant longuement, voire en exagérant, les moindres faits et gestes de leurs adeptes. »

Interprétation mensongère et fantaisiste s'il en est. Alors que notre camarade

lointainement — de reconnaître leur importance puisque dans la conclusion de leur papier, ils disent en substance que «de leur élimination dépend l'avenir des luttes» ! Ils en ont tellement peur qu'ils terminent leur réquisitoire par un appel à une véritable chasse aux sorcières (cf. fac-similé).

Il y a effectivement 2 courants antagoniques qui existent dans la classe ouvrière, celui qui doit être combattu par les larges masses et finalement détruit, parce qu'il a pour rôle de briser la montée du mouvement révolutionnaire, c'est le révisionnisme qui est le représentant de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Cela fait partie de la lutte de classe, car seule la stratégie marxiste-léniniste peut guider la classe ouvrière vers son émancipation.

Appels à l'exclusion de la CGT

Les appels à l'exclusion ne sont pas le seul fait de la CGT du Bas-Rhin, pas plus que les tracts orduriers et mensongers. Nous terminerons ce tour d'horizon des attaques anti-ouvrières de la CGT en citant brièvement quelques autres exemples.

A l'usine TELIC (du groupe CGE) de STRASBOURG, c'est à la majorité que le bureau de la section CGT (ce qui montre que même parmi des responsables locaux la pilule ne passe pas si facilement) a repris le torchon de l'UD

à son compte pour tenter de faire exclure les éléments combattifs. Les prétextes ? «Ils mènent les grèves à l'aventure, à l'échec». Alors que ce sont les révisionnistes qui s'opposent à la grève et font tout pour qu'elle échoue. Ils parlent de «développer la démocratie syndicale», alors qu'elle n'existe pas (en témoigne les tentatives d'exclusion ou le renouvellement de mandats de délégués qualifiés par eux de «gauchistes»), et s'en prennent aux assemblées générales souveraines. Le bureau de la section, alors qu'il met comme préalable aux candidatures l'accord avec le Programme commun de la bourgeoisie de «gauche», pousse le culot jusqu'à dire : «Créant des fractions idéologiques au sein de la section syndicale ils s'opposent au rassemblement unitaire de tous les salariés sur la base de leurs intérêts communs et sans considération de leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

» Ils remettent en cause l'indépendance de la CGT vis-à-vis des partis politiques en se servant de l'organisation comme tribune pour propager leurs idées ultra-révolutionnaires.

» Des syndiqués ont d'ailleurs dénoncé dans un tract cette manipulation, qui n'a rien à voir avec la politique d'un syndicat au service des intérêts de la classe ouvrière. Ils rappellent également l'exclusion récente de 6 militants de l'IMRO à Rouen, où les ouvriers sont depuis 10 mois en grève contre les licenciements.

Rappelons aussi qu'à

parlent des luttes passées de la CGT (alors qu'aujourd'hui, dirigée par les révisionnistes, elle les sabote), cherchant à faire croire que l'Humanité rouge axe sa propagande sur «l'anticléricalisme», alors que c'est la bourgeoisie «de gauche» qui est combattue dans la CGT comme dans tout le mouvement ouvrier. Cette bourgeoisie qui veut faire «porter le chapeau» exclusivement au «gouvernement Giscard», alors que c'est le système capitaliste (quelle que soit l'étiquette du gouvernement) qui fait l'objet de la lutte des travailleurs. Ce que dénoncent les mar-

EN CONCLUSION, L'ACTION DES GROUPES GAUCHISTES EST DANGEREUSE ET NUISIBLE

Ils développent un courant anti-tout sans pouvoir proposer aucune solution de renouveau adaptée aux réalités de la France d'aujourd'hui. De ce fait, ils se contentent dans un rétrograde des plus stériles, d'opposer la spontanéité à l'organisation et sont conduits, de ce fait, à vouloir toujours repartir à zéro et à découvrir des solutions individuelles. Leur volonté de «porter le chapeau» exclusivement au «gouvernement Giscard», alors que c'est le système capitaliste (quelle que soit l'étiquette du gouvernement) qui fait l'objet de la lutte des travailleurs, est en particulier, l'emploi qui serait garanti.

C'est la tâche de tous les syndiqués honnêtes et sincères, qui doivent s'opposer à leur oeuvre dévastatrice, en assistant et en s'exprimant dans les assemblées de syndiqués, en réclamant publiquement le respect des décisions prises par les congrès, statuts et en décidant, si nécessaire, la révocation des responsables de ces groupes plus ternes, infatigables et de leur proposition de candidature pour les élections syndicales.

Il faut les combattre partout et avec force, avec les travailleurs, sur la base de l'indépendance définie par nos congrès et en nous plaçant résolument sur le terrain de la lutte de classe, pour débarrasser encore mieux la classe ouvrière et tous les travailleurs dévoués au service de la France, de la domination économique et sociale exercée par les dirigeants de notre Humanité rouge, et faire échouer nos efforts et pour imposer les changements nécessaires.

«Mentionnant, les membres du Bureau de l'Union Départementale C.G.T. du Bas-Rhin ont décidé de voter cette prise de position par un tract de masses pour attirer tous nos camarades à combattre tous les révisionnistes par rapport aux groupuscules gauchistes irresponsables.

Ce tract est le fruit d'une réflexion collective de notre direction de l'UD de la CGT de l'Union Départementale C.G.T. du Bas-Rhin. Georges MARTIN, Secrétaire Général.

l'approbation et l'utilisation se font de plus en plus larges parmi les masses. Tout dépend bien sûr du contenu politique que l'on y met. Mais si les révisionnistes déversent leur venin dessus et que dans la pratique ils s'opposent aux comités de grève élus par les travailleurs et aux AG souveraines (et non des pseudos assemblées ou ce sont seulement les bonzes qui font leurs discours), c'est bien parce que cela remet partiellement en cause leur suprématie.

En fait, tout ce qui ressort de ce tract falsificateur, c'est bien la peur de la propagande révolutionnaire. Pour essayer d'être crédibles, ils partent de faits (qui sont ceux de groupes contre-révolutionnaires, dont la pratique revient de plus en plus à se mettre à la remorque des révisionnistes), que les tra-

Leurs adeptes qui veulent se servir de l'organisation syndicale comme tribune pour leur activité politique nocive et la saboter au détriment de leur place à la CGT, sont le scandale de nos camarades honnêtes et sincères.

Mais cela ne peut occasionner d'une mesure administrative prise au niveau de quelques militants responsables.

Il faut les combattre partout et avec force, avec les travailleurs, sur la base de l'indépendance définie par nos congrès et en nous plaçant résolument sur le terrain de la lutte de classe, pour débarrasser encore mieux la classe ouvrière et tous les travailleurs dévoués au service de la France, de la domination économique et sociale exercée par les dirigeants de notre Humanité rouge, et faire échouer nos efforts et pour imposer les changements nécessaires.

«Mentionnant, les membres du Bureau de l'Union Départementale C.G.T. du Bas-Rhin ont décidé de voter cette prise de position par un tract de masses pour attirer tous nos camarades à combattre tous les révisionnistes par rapport aux groupuscules gauchistes irresponsables.

Ce tract est le fruit d'une réflexion collective de notre direction de l'UD de la CGT de l'Union Départementale C.G.T. du Bas-Rhin. Georges MARTIN, Secrétaire Général.

Romain Le Gal a été emprisonné pendant 5 mois, sans aucun jugement, qui en a parlé ? Silence complet des mass-media de la bourgeoisie. Alors qu'au contraire, celle-ci n'est pas avare de propagande pour les révisionnistes (et dans une moindre mesure les trotskystes) qui parodent sans arrêt à la radio et à la télévision, et dont leurs déclarations font la Une de la presse bourgeoise.

Les idées qui connaissent un recul chez les travailleurs, ce sont celles des révisionnistes et des trotskystes qui sont à leur remorque.

Ce qui effraye les révisionnistes, c'est précisément le développement des idées marxistes-léninistes, sinon comment expliquer qu'ils consacrent tant d'efforts à essayer de les discréditer. Ils sont même obligés invo-

La C.G.T. interrogée : Qui sont les responsables anonymes d'« Humanité rouge » ?

Les sections syndicales C.G.T. Ratier-Forest, à Figeac commu-

« On a peine à croire qu'un groupe politique, se disant de gauche et prétendant défendre les intérêts des travailleurs, puisse attaquer comme il le fait, une organisation syndicale, qui depuis qu'elle existe a fait la preuve de son attachement à la lutte qu'elle mène contre le patronat et les gouvernements réactionnaires, pour de meilleures conditions d'existence des masses laborieuses. »

Cette formation qui impute ainsi à la C.G.T., qui pour tenter de se donner quelque crédit utilise pour se signer le nom d'un journal bien connu pour son opposition au pouvoir capitaliste, qui signe donc « Humanité rouge » semble oublier que la C.G.T. qu'elle combat beaucoup plus qu'elle ne combat patron et gouvernement, a été pendant très longtemps, bien avant que n'existent d'autres syndicats favorables à la lutte de classe, la seule organisation syndicale défendant réellement et de façon permanente les intérêts réels des travailleurs.

Cette « Humanité rouge » dont l'objectif principal est de porter

riser la lutte des travailleurs et la défense de l'emploi chez Ratier, que les actions de « Humanité rouge » qui se bornent à attaquer la C.G.T. Mais à qui donc profitent ces attaques ? « Humanité rouge » devrait savoir que l'adversaire se situe dans le camp des patrons.

Nous n'avons jamais dit, à la C.G.T., qu'il fallait attendre 1978, la victoire de la gauche pour que les licenciés soient réintégrés. Au contraire, nous pensons que la lutte doit être permanente pour préserver l'emploi, mais aussi pour de meilleurs salaires, et une meilleure qualité de vie. Mais, nous disons que l'application du Programme commun de la gauche, réduirait les grandes difficultés que connaissent les travailleurs, et en particulier, l'emploi qui serait garanti.

Seule la CGT, tant qu'organisation syndicale, la C.G.T. a opté pour le Programme commun de la gauche et son s'aperçoit aujourd'hui qu'il n'était pas appliqué, les licenciements chez Ratier n'ont été pas lieu. Ceux qui, tels « Humanité rouge » n'ont pas appelé à voter pour le Programme commun sont en partie responsables des difficultés actuelles des travailleurs, aggravées par la crise

La Dépêche du 26 octobre 1976.

l'entreprise SCHWINN, d'HENIN-BEAUMONT, dans le Nord, les dirigeants CGT ont voulu empêcher qu'un militant CGT présente sa candidature, tout en cherchant à cacher que le motif est politique. Le 26 septembre, le militant mis en cause faisait une lettre ouverte aux délégués, aux syndiqués et aux ouvriers de l'usine, expliquant comment devraient être choisis les délégués dans un syndicat qui se dit démocratique (cf. HR du 7 octobre).

Nous terminerons par les attaques qui sont lancées — en citant nommément cette fois l'Humanité rouge — par les sections CGT de RATIER FOREST (Figeac). Dans le journal local «La dépêche», daté du 20 octobre, les sections CGT de Ratier-Forest ont passé un long communiqué exclusivement consacré à attaquer l'Humanité rouge ! (voir fac-similé).

Pour essayer de tromper les travailleurs, les bonzes

xistes-léninistes, c'est que les dirigeants de la CGT veulent se servir du syndicat pour faire venir au pouvoir leurs compères du PCF. L'Humanité rouge et ses militants à l'intérieur de l'usine, soutiennent et impulsent la lutte menée actuellement contre les 265 licenciements : ils appellent à populariser la lutte, à la mobilisation des masses et à la démocratie syndicale, voilà cette réalité qui ne plait pas aux révisionnistes.

Nous verrons dans un dernier article qu'actuellement, le révisionnisme subit des échecs, qu'il rencontre une opposition de plus en plus large de la classe ouvrière, et que vu l'accentuation des contradictions au sein de la clique au pouvoir et surtout entre elle et les masses populaires, la lutte doit être portée prioritairement sur le terrain politique car la situation est favorable au développement du mouvement révolutionnaire des masses.

(A suivre).



Nantes

Trois semaines de grève à l'école de service social (2)

Nous continuons aujourd'hui la publication du récit fait par des élèves assistantes sociales de la lutte menée par les élèves de l'école de service social de Nantes pour obtenir de meilleures conditions pour effectuer leurs stages.

Nous terminerons demain le compte-rendu de cette action en donnant les premières conclusions tirées de cette lutte par les élèves.

Le jeudi 14, une délégation rencontre le président du CA, avec un seul objectif, l'amener à ne pas se considérer comme le seul interlocuteur des étudiants, le retrancher dans sa fonction de président et le contraindre à convoquer et à réunir le CA. Le contenu de la rencontre, la stratégie et la tactique ont été étudiés, la délégation représente le point de vue des étudiants et ne doit pas s'en écarter, en cas de besoin, elle peut demander une suspension de séance et consulter l'assemblée générale des étudiants.

La délégation introduit la rencontre, la réponse du président est claire «Je ne convoquerai pas le CA pour la bonne raison que je ne vois pas sur quoi il pourrait négocier. Nous gérons seulement un budget établi ailleurs. Si nous vous accordons de l'argent pour le financement des stages, nous devons prendre cet argent sur d'autres postes du budget, nous devons licencier du personnel, etc., en réclamant ainsi vous nous situez dans un rapport employés/employeurs. Or, le fonctionnement de notre école exclut ce type de négociations».

Il nous dit aussi que même si les fonds existaient, nos frais de stages ne seraient jamais totalement pris en charge car, ajoute-t-il, le but de l'école, c'est aussi de vous préparer à accepter les contraintes de la vie active. Ainsi la clarté est faite sur la fonction idéologique de l'école. Il va encore plus loin en déclarant que nous avons un conseil d'administration qui fonctionne de manière originale et quasiment unique en France, avec des représentants des usagers, des employeurs, des professionnels et il dit : «Il y a quelques

jours, je lisais le Programme commun et c'est la solution qu'il préconise à la page 78». Nous savons bien que si l'Union de la gauche était au gouvernement et mettait en œuvre son Programme commun, nous aurions toujours sensiblement le même conseil d'administration avec les mêmes notables et les mêmes représentants du patronat.

Le président, lui, nous demande surtout de reprendre les cours, il nous accuse d'être manipulés par ceux-là mêmes dont le rôle est de nous faire comprendre les réalités, c'est-à-dire les profs et les cadres permanents. Nous tenons à lui faire savoir que nous sommes autonomes dans notre mouvement, que nous n'avons pas agi, sous la pression des ordres extérieurs.

Le chantage du président du conseil d'administration

Cependant, au fil de la rencontre, le président doit aller de recul en recul, et doit accepter de convoquer le CA le mercredi 20 octobre. Nous lui faisons savoir que nous acceptons ce délai, que le fonctionnement de l'école restera bloqué jusqu'à ouverture des négociations ; nous annonçons que nous envisageons de passer à une nouvelle phase de mobilisation à partir du lundi 18 octobre. Moins d'une heure après son départ, le président fait savoir qu'il réunira le CA le lundi 18 à 17 heures, mais qu'il ne siègera pas en tant que président si une action plus ample est engagée.

Nous prenons cela comme un nouveau chantage et nous maintenons les objectifs de la ré-mobilisation générale.

Les 1eres et 3es années, en grande partie, quittent à nouveau leurs terrains de stage, reviennent à l'école et y resteront jusqu'au jeudi matin. Nous faisons de la journée du 18 une journée «porte ouverte», une journée d'explication de notre conflit et de débat sur les conflits en cours dans le secteur sanitaire et social. Nous avons eu la participation de travailleurs sociaux victimes de la réorganisation du travail social (centres d'éducation active - Papillons blancs) et de travailleurs sociaux victimes de la répression, d'éducateurs en formation à Angers et à Nantes, ainsi que de militants syndicaux CFDT de la DDASS et de l'Équipement.

Le conseil d'administration, adversaire direct dans la lutte

On nous dit que nous aurions tout intérêt à remettre de l'ordre dans cette école et à rentrer au plus vite dans le rang.

En fait, le CA veut nous faire admettre qu'il est incompetent, que le pouvoir est ailleurs et qu'il ne peut nous faire que des promesses. Mais de notre côté, nous considérons que le CA, comme notre premier interlocuteur et notre adversaire direct dans cette lutte, alors que le point de vue de CA est de dire que nous sommes dans le même bateau, que nos intérêts sont communs. C'est du bluff. Et nous refusons de rentrer dans les considérations sur la gestion du budget de l'école. Pour nous, le CA est notre interlocuteur, c'est avec lui que nous devons négocier sur la base d'un bon rapport de force, nous devons le pousser dans les derniers retranchements et le faire céder, sinon notre mouvement risque de rentrer dans un processus de pourrissement.

(A suivre)

Rennes

A CITROËN AUSSI, CA BOUGE

N'en déplaise à la CFT, l'ambiance a changé à Citroën : les travailleurs redressent la tête et le mécontentement des ouvriers se manifeste de plus en plus fermement.

Un exemple :

Le 15 octobre dernier, c'était la paye des intérimaires SBS*. Non seulement ces ouvriers sont sur-exploités (9,05 F de l'heure), dans l'insécurité de l'emploi la plus grande, mais en plus

on les vole sur ce qu'ils peuvent gagner.

Ce jour-là, en effet, plusieurs intérimaires constataient que les heures supplémentaires manquaient, que les primes avaient sauté, etc.

Ce fut un mécontentement général, certains déclaraient que dans ces conditions «ce n'est plus la peine de travailler» et laissaient «couler» leurs voitures. Les fiches de paie circulaient, s'échangeaient pour consta-

ter d'autres vols sur les horaires. D'autres allaient voir des collègues sur d'autres chaînes, des discussions s'engageaient à la pause avec les embauchés Citroën qui approuvaient la juste colère de leurs collègues de chaîne.

Face à cela, la maîtrise s'inquiète, certains contre-maitres sentant souffler sur la chaîne un vent mauvais pour eux interviennent en force dans les groupes de discussion... et promettent que les «erreurs» seront réparées, ils demandent à chacun ce qui manque, ils vont téléphoner à SBS... Si cela se vérifie, ce sera une victoire pour les travailleurs de Citroën, SBS ou non (les ouvriers Citroën approuvant ouvertement les SBS devant les chefs d'équipe). Sinon, les travailleurs auront fait la démonstration de leur force

grandissante, en auront pris conscience, et cela aussi est une victoire.

Ouvriers Citroën et SBS, même patron, même combat !

En avant dans les luttes ! Ouvriers de Citroën, organisez-vous !

Correspondant HR.

* Il faut savoir, comme cela a déjà été dénoncé plusieurs fois dans le quotidien, que SBS est une boîte d'intérim qui n'est qu'un prétexte pour Citroën. On peut ajouter aux avantages qu'y trouve Citroën celui de tourner les conventions collectives : par l'intermédiaire de SBS, des ouvriers ayant un CAP sont embauchés comme OS avec une paye correspondante, ce que Citroën n'aurait pas le droit de faire directement...

la France des luttes



Dans l'Orne, pour le maintien de l'emploi sur place

UNION DES OUVRIERS ET PRODUCTEURS DE LAIT

Dans l'Orne : ouvriers et producteurs de lait s'unissent pour maintenir l'emploi sur place face à Besnier (gros industriel laitier de l'Ouest).

Le 21 septembre à Saint Bômer les Forges, les ouvriers et les paysans avec l'appui du conseil municipal bloquent les camions de lait dans l'usine et parviennent ainsi à faire échouer les projets de Besnier puis l'obligent à descendre discuter sur place quelques jours plus tard.

C'est face à une centaine de personnes que Besnier essaye de justifier ses projets, mais l'assemblée réplique «Nous n'avons pas confiance en vous» «Vous n'êtes qu'un exploiteur», «Vous ne déciderez plus pour nous. Jusqu'à preuve du contraire, c'est notre fait».

Cette petite usine employait, il y a un an, 56 salariés, avait la meilleure densité de collecte au kilomètre carré dans l'Orne et une fabrication de fromages de qualité. Cette usine appartenait à Prével affiliée à Perrier et qui, pour augmenter la rémunération de ses capitaux, avait vendu l'usine, les salariés et les producteurs à Besnier.

Depuis un an, Besnier a déjà licencié 25 ouvriers, augmenté les cadences pour les autres et divisé la zone de collecte pour alimenter une autre usine proche. Tout cela malgré l'opposition individuelle des ouvriers et paysans.

Le projet de Besnier est de supprimer toute activité à Saint-Bômer les Forges sous prétexte de non rentabilité de la collecte qui est insuffisante à cause de la sécheresse. Ce serait de la faute du soleil !

Ce n'est un secret pour personne que Besnier fait avantageusement son beurre sur le dos des ouvriers et paysans, ceux-ci ont réfuté ses arguments en connaissance de cause.

La collecte aurait été renvoyée dans une usine proche, mais cela exigeait pour les ouvriers soit de perdre leur travail, soit pour les autres d'aller travailler à 10 et 25 km de chez eux, et pour les paysans perdre à terme tout contrôle de leur production.

Les ouvriers et paysans sont déterminés à maintenir leur solidarité qui vaut plus que les promesses orales de Besnier.

Un correspondant paysan

Tournon (Ardèche)

3ème SEMAINE DE GREVE A LA SFMM

Les ouvriers de la SFMM vont entamer leur 3e semaine de grève.

Le patron de l'usine qui est aussi président de la Chambre patronale de la métallurgie de Drôme-Ardèche refuse toujours de discuter des revendications posées par les grévistes. Il a même assigné les deux délégués syndicaux CFDT et CGT au tribunal des référés de Privas pour occupation d'usine.

Il cherche à rééditer le coup qu'il avait fait aux ouvriers en 1970 où les délégués avaient été mis à pied.

Mais les ouvriers sont allés en masse au tribunal pour bien faire comprendre à leur patron et au juge qu'ils étaient unis dans la lutte et bien déterminés à ne céder à aucune répression quelle qu'elle soit.

Sur le plan de la popularisation un concours de belote a été organisé vendredi soir à la salle de la mairie de Saint Jean de Muzols.

Des collectes de solidarité ont été faites aux portes des autres entreprises de Tournon.

Après ce cap de 15 jours de grève il sera d'autant plus nécessaire de populariser activement la lutte et d'organiser la solidarité.

Pour ceux qui peuvent soutenir la lutte des ouvriers de la SFMM, ils peuvent adresser leur soutien à l'UL-CFDT, place de la Tourelle 07300 Tournon.

Correspondant HR





Les mairies révisionnistes

DES PATRONS COMME LES AUTRES (2)

Nous publions ici l'interview d'une travailleuse qui a été, elle aussi, comme celle dont nous avons parlé hier, licenciée par la mairie de Vitry dont elle était l'employée. Celle-ci ne lui a notamment pas pardonné de prendre position en tant que présidente d'amicale de locataires CNL contre le maire qui était aussi son patron. Pour la licencier le maire a tiré prétexte de conclusions du médecin «de la mairie» car celle-ci, comme tout patron de choc qui se respecte, a son système type «Sécurité».

Bien que ce licenciement ne soit pas récent,

Avant d'être licenciée de ton emploi par la mairie de Vitry, tu étais au PCF. Depuis combien de temps et dans quelles circonstances y as-tu adhéré ?

J'ai adhéré au PCF en 1962 au moment de la guerre d'Algérie, alors que la plupart de mes copains avaient été obligés de partir faire une guerre dont ils ne voulaient pas. A l'époque cela me paraissait le seul moyen de m'engager dans l'action.

Entrer au PCF me semblait naturel du fait que mon père est un ancien communiste déporté à Mathausen et que ma famille a toujours été pauvre et écrasée d'impôts.

Quand je suis arrivée à Vitry-sur-Seine en 1968, j'avais certes le bac, mais, quoiqu'en dise Monsieur le maire Rosette, ce n'est pas facile de se débrouiller pour une femme seule avec quatre enfants. J'insiste sur cela parce qu'en plus ce personnage à qui je reprochais en public de m'avoir licenciée a osé répondre : «de toute façon, vous voyez bien, vous vous êtes débrouillée». En effet, il faut bien se débrouiller quand on est mise à la porte, et le fait que c'est par une mairie qui se prétend

faussement «communiste» n'y change rien !

Comment le maire s'y est-il pris pour te licencier ?

Il a saisi comme prétexte le fait que j'étais traitée par des séances de kinésithérapie, des massages, trois fois par semaine, et que ma maladie m'obligeait assez souvent à prendre des congés à l'époque.

Il m'a fait convoquer par le médecin, pas celui de la Sécurité sociale celui de la mairie, le médecin patronal quoi ! Ce dernier a déclaré, fallacieusement, que j'étais incapable du fait de mes ennuis à la colonne vertébrale de m'occuper d'enfants. Aussi, alors que d'autres filles qui avaient elles aussi des problèmes mais étaient dociles et bien vues par la mairie, voyaient leur stage prolongé, en ce qui me concerne le maire a refusé ma titularisation et m'a licenciée.

J'ai vu un de ses adjoints, Auffort, et lui ai dit : «Vous vous rendez compte de ce que vous faites, vous qui vous prétendez communiste, à une femme seule avec quatre enfants». Il m'a répondu, gêné : «Nous sommes des patrons comme les autres : nous avons des obligations». Et c'est bien vrai

on voit que l'interview garde tout son intérêt ! Précisons que cette travailleuse, qui après son licenciement a quitté le PCF, est surtout influencée depuis, par le courant proche de «Libération» mais a également pris part à de nombreuses actions avec les militants de l'Humanité rouge qui la considèrent politiquement comme une «amie». C'est ainsi que récemment elle a fait partie d'une délégation d'habitants de Vitry qui s'est rendue à l'annexe culturelle de l'Ambassade de Chine à Chevilly-la-Rue pour présenter ses condoléances, à la mort de Mao Tsé-toung.

qu'ils sont des patrons comme les autres ; ils m'ont «quand même» proposé ensuite un poste de femme de ménage, sachant fort bien que mon médecin me déconseillait fortement ce genre de travail !

Comment as-tu fait pour retrouver du travail, et quelle a été la conduite de la mairie à ton égard par la suite ?

Ça a été difficile et si c'était arrivé maintenant par exemple je ne sais comment j'aurais pu m'en tirer. Tout d'abord la mairie-patron a refusé de me régler mes congés payés, prétextant que j'aurais dû les prendre sur le mois de préavis, ce qu'ils s'étaient bien gardé de me dire jusqu'à la veille du licenciement. J'ai appris depuis, qu'ils avaient fait le coup à bien d'autres.

Comme j'étais au chômage avec l'équivalent d'un demi-traitement, et que je ne pouvais payer ni la cantine ni les impôts, y compris ceux de la mairie, ils m'ont menacé d'envoyer l'huissier. J'ai été obligée de me mettre «en tutelle» pour ne pas être saisie. J'ai eu la chance qu'un centre d'enfants s'ouvre à proximité de la commune et j'y ai été embauchée comme assistante médico-psychologique, ce qui prouve bien que la mairie aurait pu me garder jusqu'à ce que je me rétablisse. Tu comprendras que je ne pouvais pas faire autre chose que démissionner du PC quand tout cela m'est arrivé !

Quand as-tu commencé à travailler comme employée municipale ?

En mai 1971, la mairie m'a embauchée comme animatrice stagiaire à mi-temps, en se faisant tirer l'oreille parce que j'étais une femme seule avec des enfants. Bien sûr n'importe quel employeur capitaliste hésite devant les risques que ça fait courir à la rentabilité. A l'époque ils se sont sentis obligés de m'embaucher. Je leur ai fait comprendre que j'attendais justement d'eux qu'ils ne se conduisent pas comme

n'importe quel employeur. Et, comme j'avais «la carte», militais dans une cellule du PCF et montais dans ma cité une amicale de locataires, ils ont dû se dire qu'ils pourraient ainsi s'attacher mes services.

Quand est-ce que la mairie a commencé à te voir d'un mauvais œil ?

La directrice de l'école où je travaillais me trouvait trop aimable avec les parents d'élèves que je considérais, quant à moi, comme des travailleurs comme moi.

Cette directrice était réactionnaire mais avait beaucoup de connaissances à Vitry et la municipalité voulait la ménager. Aussi a-t-elle dû écouter d'une oreille assez complaisante la demande de l'inspecteur de l'Éducation nationale. C'est ainsi que la mairie elle-même m'a muté dans une autre école, ce qui a augmenté mes difficultés pour conduire les enfants à l'école, aller à mon travail, etc.

Ensuite, ayant été élue présidente de l'amicale de ma cité, j'ai refusé de mettre au service de la mairie et du PCF comme ils auraient voulu. Même si je ne voyais pas aussi clairement qu'aujourd'hui ce qu'est le PC, je considérais que l'amicale devait être au service des locataires et des travailleurs et les défendre réellement ; aussi je refusai de borner mon action à distribuer des tracts de louange au Programme commun et à la municipalité.

Quand la mairie a refusé de construire une nouvelle école maternelle et a décidé de déplacer de façon discriminatoire les enfants de la cité à l'école Blaise Pascal, ce qui entraînait un trajet plus long, des risques d'accidents plus grands, etc., j'ai fait signer en tant que présidente de l'amicale des lettres contre le maire qui était mon employeur. Bien sûr il n'a pas été content, ni comme maire, ni comme employeur, et j'ai alors commencé à me dire : «ils ne vont pas me garder long temps».

L'ORDRE DES MEDECINS EN ACCUSATION

Quatre médecins de la Seine-Saint-Denis sont les premiers du département à être poursuivis par l'Ordre des médecins comme signataires du manifeste des 600 médecins, refusant de payer leur cotisation obligatoire à cet ordre.

Face à l'indignation soulevée par les premières comparutions et sanctions scandaleuses devant sa juridiction d'exception, l'ordre a prudemment renvoyé les poursuites devant la juridiction civile. Il se présente là, pour recouvrer les cotisations, comme un créancier !

Mais il ne pourra pas ainsi faire oublier pourquoi ces médecins poursuivis le dénoncent, ne se reconnaissent pas en lui, à savoir : ses prises de position contre le droit à l'avortement, en

multipliant partout les moyens de pression et les menaces ; ses compromissions dans les contrôles patronaux des arrêts de travail, et ses liens privilégiés avec les organisations patronales ; sa défense acharnée et rétrograde de la «mule médecin de profit qui va à l'encontre de la santé des usagers».

Ainsi par leurs prises de positions les médecins poursuivis rejoignent notre lutte pour une santé au service des travailleurs.

L'Union départementale des syndicats CFDT de la Seine-Saint-Denis proteste contre les mesures dont ils sont victimes, et exige l'arrêt de toutes poursuites. Elle les assure de sa solidarité et de son soutien.

Ud-CFDT-Bobigny
le 21 octobre 1976

Des locataires s'opposent au tournage de la télévision

Depuis plus d'un an les locataires du 60, rue Monsieur-le-Prince sont en lutte avec l'ACDL pour un problème de non-respect des réglementations incendie.

Le propriétaire de l'immeuble ayant scié l'escalier pour installer un ascenseur, l'escalier actuel ne fait que soixante-sept centimètres dans sa partie la plus étroite. Or une vingtaine de personnes devraient l'emprunter en cas d'incendie par

exemple.

Récemment la télévision voulait filmer une scène de brancardage par des sapeurs pompiers au 60, rue Monsieur-le-Prince. Les locataires s'y sont opposés et le président de l'Association de défense a déclaré : «Je dénonce le caractère publicitaire de cette manœuvre qui ne vise qu'à dissimuler les infractions commises dans cet immeuble et les responsabilités encourues en haut lieu».

UN TEXTE IMPORTANT A ETUDIER



Publication en français aux éditions NBE du tome 19 des Œuvres d'Enver Hoxha, portant sur la période de la scission du MCI.

Vous pouvez vous le procurer dans les librairies :
- «Les Herbes sauvages», 70, rue de Belleville, Paris-20e
- «La Force du livre» 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon.



Pour la correspondance
avec le journal
téléphonez au : 607-23-75



culturel

A LA TELEVISION DU 3 AU 8 NOVEMBRE 1976

MARDI 2 - A2 - 18 h 00

Fenêtre sur : d'où vient la terre ?

Il s'agit d'une émission scientifique sur l'origine du système solaire. D'où vient et où va notre univers ? Cette question également fait l'objet d'affrontements entre les théories idéalistes bourgeoises et le matérialisme dialectique. Nous conseillons à nos lecteurs intéressés par ces problèmes de voir cette émission et celles qui suivront ; nous y reviendrons en détail.

MERCREDI 3 - TF1 - 22 h 05

L'élection des miss...

Quand on veut vendre des animaux, on les expose dans des foires. Il en va de même pour l'élection des miss ceci ou cela. Le « plus bel animal »... la « plus belle femme »... C'est un des multiples moyens que la bourgeoisie utilise pour cantonner les femmes dans un rôle d'objets sexuels. Dans la société capitaliste, les femmes doivent traiter leur corps comme une marchandise et malheur à celles qui ne peuvent offrir un « beau produit » !

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 - La Source

JEUDI 4 - TF1 - 18 h 05

A la bonne heure

Depuis quelques années, les divers problèmes de la pollution : environnement, produits alimentaires ou pharmaceutiques, etc. nous préoccupent tous de plus en plus largement. Des associations, des journaux font des enquêtes et diffusent l'information. Il est clair que ce phénomène répond à une prise de conscience générale vis-à-vis de ces problèmes. Il y a là un aspect positif que nous ne devons pas négliger.

Voilà, en un mot, « une affaire qui marche ». De nouvelles lois s'adaptent au mouvement, les entreprises commerciales aussi, et les produits étiquetés « sans colorant » sont vendus un peu plus cher. Chacun y trouve son dû. S'il restait des récalcitrants, la télévision se charge régulièrement de prouver qu'il faut se soucier de la pollution sous toutes ses formes. Mais ne s'agit-il pas toujours d'aménager les bavures les plus manifestes du système économique et social, d'améliorer un peu ceci ou cela, sans toucher au fond du problème : qui sont les maîtres des entreprises, quel est le but de la production ? Et là dessus, tout le monde, de droite ou de « gauche », s'entend bien pour se garder de mettre en cause ce système.

VENDREDI 5 - FR3 - 20 h 30

Magazine vendredi : le prix de la mort

L'organisation des pompes funèbres date du début du siècle. Le président du conseil de l'époque, Emile Combe,

voulait, par la loi du 28 décembre 1904, déposséder l'église de cette tâche qui lui avait été confiée par Napoléon.

Ce monopole revenait donc à la ville, mais presque aussitôt, les mairies cherchèrent vite à se débarrasser de cette corvée (beaucoup de dépenses pour peu de profits) et laissèrent cela dans les mains des entreprises privées, moyennant une participation sur les profits. Ainsi la SPFG (Société des pompes funèbres générale) détient le monopole avec ses 20 filiales. Il est évident que dans notre société capitaliste tout est prétexte à soutirer le maximum de profits. Ainsi la mort, du moins l'enterrement n'échappe pas à la règle. En tant que monopole, les prix sont de plus en plus exorbitants : entre le cercueil en « bois de Côte d'Ivoire » à 2 000 F ou bien verni à 3 000 F, et l'emplacement dans le cimetière (1 800 F à Pantin pour 30 ans ou 18 647 F au Père Lachaise), rien n'est laissé au hasard pour faire de la mort une vraie source de richesse.

L'affaire est trop bonne pour la laisser tomber. Ainsi un député « communiste » aurait proposé à l'assemblée que la SPFG devienne une entreprise nationalisée. Comme quoi qu'il s'agisse d'avions ou de cercueils...

VENDREDI 5 - A2 - 19 h 40

La caméra invisible

Depuis quelques jours, on retrouve régulièrement sur Antenne 2 une émission qui a fait la gloire de l'ORTF il y a une dizaine d'années : *La caméra invisible*. Découpée en tranches, cette émission est repassée un certain nombre de jours par semaine à l'heure où on prépare le dîner. Ces émissions sont très drôles, très humoristiques. Mais en général, les réactions devant ces émissions sont « Que les gens sont bêtes ! » : en effet, ces images sont drôles simplement parce que nous sommes mis au courant du tour que l'on joue aux gens qui sont (de plus) filmés à leur insu, et il nous semble tellement impossible que l'on puisse « marcher » que cela en devient drôle. Ces rires sont tout de même un peu gênants. Les tours joués profitent bien souvent de l'ignorance et de la crédulité des gens du peuple, états dans lesquels le système capitaliste les maintient.

Face à l'administration bureaucratique et pressante qui demande chaque jour les choses les plus abracadabrantes pour être en règle, pourquoi être surpris par une nouvelle exigence, ce tour imaginé par l'émission *La caméra invisible* ?

Face aux codes moraux qui nous sont imposés dans la vie quotidienne, oppressifs et hypocrites, comment être étonnés d'une obligation poussée jusqu'à l'absurde, alors que l'absurdité elle-même régit la vie des travailleurs dans notre système ?

La caméra invisible, c'est un peu trop « facile », car c'est aussi se moquer des gens du peuple à bon compte.

Un nouveau film albanais

Les « Routes blanches »

Lundi soir 25 octobre, au Palais de l'Unesco, l'ambassadeur de la République populaire d'Albanie avait invité de nombreux amis de l'Albanie pour leur présenter l'un des plus récents films sortis des studios de Tirana, « Les routes blanches ».

En quelques mots, M. Dimiter Lamani précisa qu'il s'agissait là d'une manifestation artistique à replacer dans le cadre de la célébration du 35e anniversaire de la fondation du Parti du travail d'Albanie, qui coïncide avec le 32e anniversaire de la libération de la patrie albanaise, et se situe en même temps que la tenue du 7e Congrès du parti.

Le film raconte en toute simplicité la vie d'un groupe de gens. C'est la vie de tous les jours. Au moment où un des jeunes gens, Dédéa, employé aux PTT pour réparer les fils téléphoniques dans la montagne, rencontre un groupe de paysans portant une femme sur une civière, ils demandent à Dédéa d'appeler d'urgence l'hôpital. Sans hésiter, celui-ci grimpe au poteau et se met en rapport avec l'hôpital. Peu de temps après, l'ambulance arrive et la jeune femme peut être soignée.

Retourné chez lui, il se pré-

pare à passer le réveillon du Nouvel an avec ses camarades. Et il nous décrit toute la fraternité : chacun ayant le souci des problèmes des autres ; les petites plaisanteries fraternelles ; l'aide et la solidarité qui, à chaque instant, paraissent.

Cependant le matin du Nouvel an, il a neigé toute la nuit et Dédéa décide de se rendre à son travail pour voir ce qu'il en est. Là, il apprend par sa future compagne (standardiste aux PTT) que les lignes sont coupées et que le village se trouve isolé.

Dédéa, sans attendre, part dans la montagne pour réparer les fils téléphoniques ; il se perd dans la tempête de neige mais parvient à surmonter sa souffrance et répare une dernière ligne reliant Tirana au village. Entre temps, ses camarades se sont tous mobilisés pour sauver Dédéa et alertent les villages voisins et la milice de la montagne. Ceux-ci parviennent à rejoindre Dédéa et le film se termine sur cette image de solidarité, tous se précipitent pour sauver Dédéa.

Ce film montre effectivement des vies très simples, cependant derrière ces images, c'est tout le peuple

albanais que nous voyons, tous les bienfaits du socialisme qui permet aux hommes d'être responsables, parce que sachant que du simple fait que les lignes téléphoniques soient coupées, le village est isolé des autres villes. Conscient de ce que cela représente et de l'urgence à réparer, Dédéa part, mais nous sentons que n'importe lequel de ses camarades en aurait fait autant, et dans le but de servir le peuple.

Il y a aussi quelques séquences sur la réparation des fils téléphoniques et des gros plans s'attardent sur les mains de Dédéa réparant les fils, et cela aussi est un symbole sur l'importance du travail manuel. On peut toujours faire une comparaison intéressante avec la campagne de « revalorisation » du travail manuel telle que M. Stolérù l'entend, là nous avons affaire à un homme responsable, il sait que chaque geste qu'il fait va permettre au village de ne plus être isolé car derrière, c'est la vie du peuple et du pays, qui s'arrête quelques instants et le socialisme s'édifie à chaque moment et ne peut attendre.

Il y a aussi la séquence où un jeune instituteur, plus ou moins intéressé par la fu-

ture compagne de Dédéa, lui lit un poème où il parle du charme de la neige, de sa beauté, de son calme, etc. Elle lui répond qu'il s'enferme en lui et voit la beauté pour lui tout seul, mais que Dédéa affronte cette neige pour réparer les lignes téléphoniques. Peu après, l'instituteur se retrouve avec les camarades de Dédéa, il leur lit aussi le poème et ceux-ci lui demandent de faire un poème sur Dédéa dans la tempête de neige.

Oui, en Albanie, la culture ne peut être coupée de la vie du peuple, contempler la nature ne veut rien dire, ce qu'il importe de regarder et d'admirer, c'est le travail de l'homme qui transforme cette nature qui la fait vivre pour le bien du peuple, et que chaque homme, chaque femme, entièrement responsables, participent à l'édification du socialisme sous la direction de son parti d'avant-garde.

Un film à voir absolument et surtout à faire voir autour de nous. Il est certain que, dans les images qu'il évoque, notre peuple se retrouvera dans cette vie simple, dans cette volonté de surmonter les difficultés et d'être le bâtisseur d'une vie de fraternité.

Le front culturel est aussi l'affaire de tous les travailleurs
PARTICIPEZ A LA RUBRIQUE TV !
REGARDEZ LES EMISSIONS COLLECTIVEMENT, CRITIQUEZ-LES, ENVOYEZ-NOUS VOS INFORMATIONS ET VOS POINTS DE VUE

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE

L'Humanité Rouge

La trahison de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie par les révisionnistes

Nous publions aujourd'hui un extrait de la très importante «Plate-forme de la Soummam» qui fut le texte d'orientation fondamental du Front de libération nationale algérien pour les années 1957 à 1962, dans la guerre de libération contre l'impérialisme français.

Cette «Plate-forme», à partir d'une analyse politique de la situation à la fin de l'année 1956, du côté du peuple algérien comme de ses ennemis, avait essentiellement pour but de définir les perspectives générales de la Révolution algérienne et ses moyens d'action et de propagande, entre autre la lutte armée. Elle devait ainsi régler leur compte aux organisations politiques et syndicales et aux conceptions idéologiques traîtres à la lutte de libération nationale.

L'extrait ci-dessous dénonce l'attitude objectivement traître à la lutte armée et à la cause de l'Algérie indépendante qui fut celle de la direction du faux Parti communiste algérien à la remorque des positions chauvines et «pacifistes» de la direction révisionniste du PCF pour le plus grand profit des colonialistes et des impérialistes.

Même si de nombreux partis communistes de par le monde — comme le Parti communiste chinois — et de nombreux militants communistes algériens et français prirent fait et cause pour la Révolution algérienne, il n'en reste pas moins que la trahison des enseignements du marxisme-léninisme par le PCF demeure une leçon par la négative pour les peuples et les marxistes-léninistes algériens et français d'aujourd'hui.

...Le PCA, malgré son passage dans l'illégalité et la publicité tapageuse dont la presse colonialiste l'a gratifié pour justifier la collusion imaginaire avec la Résistance algérienne, n'a pas réussi à jouer un rôle qui mériterait d'être signalé.

La direction communiste, bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire. C'est pourquoi elle a condamné le «terrorisme» et ordonné dès les premiers mois de l'insurrection aux militants des Aurès, venus à Alger chercher des directives, de ne pas prendre les armes.

La sujétion au PCF a pris le caractère d'un béni-oui-ouisme avec le silence qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux.

Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer cette attitude opportuniste du groupe

parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète contre la Guerre d'Algérie : manifestations contre les renforts de troupes, grèves des transports, de la marine marchande, des ports et des docks, contre le matériel de guerre.

Le PCA a disparu en tant qu'organisation sérieuse à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée.

Cette absence d'homogénéité et la politique incohérente qui en résulte ont pour origine fondamentale la confusion et la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France.

Cette idéologie qui tourne le



Premiers maquisards patriotes algériens, dans les Aurès en 1954. Ceux que les révisionnistes doivent qualifier de provocateurs et qui par leur exemple montraient la voie de la libération à tout un peuple.

dos à la réalité est une réminiscence des conceptions de la SFIO, favorable à la politique d'assimilation passive et opportuniste.

Niant le caractère révolutionnaire de la paysannerie et des fellahs algériens en particulier, elle prétend défendre la classe ouvrière algérienne contre le danger problématique de tomber sous la domination directe de la «bourgeoisie arabe», comme si l'indépendance de l'Algérie devait suivre forcément le chemin des révolutions manquées, voire même de faire marche arrière vers un quelconque féodalisme.

La CGT, subissant l'influence communiste, se trouve dans une situation analogue et tourne à vide sans pouvoir énoncer et appliquer le moindre mot d'ordre d'action.

La passivité générale du mouvement ouvrier organisé, aggravée dans une certaine mesure par l'attitude néfaste des syndicats FO et CFTC, n'est pas la conséquence du manque de combativité des travailleurs des villes, mais de l'apathie des cadres syndicaux de l'UGSA, attendant, les bras croisés, les directives de Paris.

Les dockers d'Alger en ont donné la preuve en participant à la grève politique anniversaire du 1er novembre 1956.

Nombreux furent les travailleurs qui ont compris que cette journée d'action patriotique aurait revêtu un caractère d'unanimité nationale, plus démonstrative, plus dynamique, plus féconde, si les organisations ouvrières avaient été entraînées intelligemment dans la lutte générale par une véritable centrale syndicale nationale. Cette appréciation juste se trouve entièrement confirmée dans les succès complets de la grève générale patriotique du 5 juillet 1956.

Voilà pourquoi les travailleurs algériens ont salué la naissance de l'UGTA, dont le développement continu est irrésistible, comme l'expression de leur désir impatient de prendre une part plus active à la destruction du colonialisme, responsable du régime de misère, de chômage, d'émigration et d'indignité humaine.

Cette extension du sentiment national, en même temps que son passage à un niveau qualitatif plus élevé, n'a pas manqué de réduire, comme une peau de chagrin, la base de masse du PCA, déjà rétrécie par la perte des éléments européens hésitants et instables.

On assiste cependant à certaines initiatives émanant à titre individuel de certains communistes s'efforçant de s'infiltrer dans les rangs du FLN et de l'ALN. Il est possible qu'il s'agisse là de sursauts individuels pour retourner à une saine conception de la libération nationale.

Il est certain que le PCA essaiera dans l'avenir d'exploiter ces «placements» dans le but de cacher son isolement total et son absence dans le combat historique de la Révolution algérienne...

Paru aux Editions du Centenaire

LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

par Jacques Jurquet

tome 1 :
tome 2 : 45 F

Disponible aux librairies :
Les Herbes sauvages 70 rue de Belleville 75020 Paris — La Force du Livre 33 rue R. Leynaud 69001 Lyon



Le jour de l'indépendance à Alger.